

hoped, therefore, that the good sense of the House would reject the motion.

Mr. Bodwell supported the resolution. He believed there were no real, substantial arguments against the proposition. It seemed to him, from the tone of Ministers, that on this, as on other questions, there was a minority in the Cabinet. There seemed to be a lack of sympathy between the President of the Council and his colleagues, on this as on other points. The hon. gentleman contended at length that the expression of sympathy called for by the resolutions of the hon. member for Chateauguay was such as should be tendered by that House, and such as would be a very graceful and useful Act on their part.

Hon. Mr. Gray argued that the disestablishment of the Irish Church would not, in all probability, tranquilize the feelings of the people of Ireland. The land question was a far greater grievance, as had been generally acknowledged, and that question would be in no way bettered by the passage of the measure now before the Imperial Parliament. Besides not even the Imperial Parliament itself ever exercised a power similar to that here proposed. The question, too, was one purely local, one which did not effect us at all. It would not devolve on the Dominion needlessly and uncalled for to interfere in this great matter and endeavour to throw the weight of their influence on one side or the other. We ourselves are the first to cry out against English interference. We cannot brook it, and should not set any precedent of the kind.

Hon. Mr. Tupper suggested the withdrawal of the resolutions. He was free to admit that the disestablishment of the Irish Church would prove beneficial, and further, that it was an act in which the people of Canada had a deep interest; but he would submit to the mover whether he thought any good could be effected by pressing these resolutions to a vote. The only argument which could be advanced in favour of interference was swept away by the measure passing triumphantly through the House of Commons.

Hon. Mr. Holton—What about the House of Lords?

Hon. Mr. Tupper—The hon. gentleman is immensely mistaken if he fancies that any
[Mr. Ferguson—M. Ferguson.]

dans le Bas-Canada. Par conséquent, il espère que dans sa sagesse, la Chambre rejettera cette motion.

M. Bodwell appuie la résolution. Il pense que nul n'a donné de raisons valables de s'opposer à cette proposition. Il lui semble, d'après les propos des ministres, que sur cette question comme sur tant d'autres, il y a un mouvement minoritaire au sein du Cabinet. Il existe, semble-t-il, un sentiment d'animosité entre le Président du Conseil et ses collègues, à ce sujet, entre autres. L'honorable député s'explique longuement et affirme que l'expression de solidarité réclamée dans les résolutions de l'honorable député de Chateauguay est telle qu'elle doit être approuvée à l'unanimité par cette Chambre, et qu'on ne peut la considérer que comme un geste utile et élégant de leur part.

L'hon. **M. Gray** affirme que la séparation de l'Église irlandaise n'apaisera certainement pas les sentiments de la population d'Irlande. La question des terres est une revendication beaucoup plus importante, comme on l'a généralement reconnu, et ce n'est pas l'adoption du projet de loi dont est saisi à l'heure actuelle le Parlement impérial qui la fera progresser. Par ailleurs, même le Parlement impérial lui-même n'a jamais exercé un pouvoir semblable à celui qui est proposé ici. Également, cette question est purement locale et ne nous concerne nullement. Il ne revient pas au Dominion de se mêler d'une manière inopportune et déplacée aux débats sur cette question importante et de s'efforcer de faire peser son influence en faveur d'un côté ou de l'autre. Nous sommes les premiers à nous indigner de l'ingérence anglaise. Nous ne pouvons la souffrir et nous ne devrions pas créer de précédents de ce genre.

L'hon. **M. Tupper** propose le retrait de ces résolutions. Il admet volontiers que la séparation de l'Église irlandaise se révélera bénéfique, et que de plus cette question intéresse vivement la population du Canada; mais il demande à l'auteur s'il pense qu'en voulant faire voter ces résolutions, il obtiendra un résultat positif. Le seul argument valable en faveur de l'ingérence a été balayé par le projet de loi qui a été adopté d'une manière triomphale à la Chambre des communes.

L'hon. **M. Holton** demande s'il en est de même à la Chambre des Lords.

L'hon. **M. Tupper**—L'honorable député se trompe gravement s'il s'imagine qu'une me-